

front rouge

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez - vous !

organe central du Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

Sup. 166 18 SEPT. 1975 / BP 161 - 75864 - PARIS - cedex 18 - CCP Front Rouge 31.191.14 la Source

1 F

... A PROPOS DE L'AFFAIRE FABRE ...

Derrière les déclarations outrées du PCF : le mépris de nos revendications

Les commentateurs de la bourgeoisie tiennent « leur » actualité. Il a suffi que Fabre, le président des « radicaux de gauche », annonce sa décision d'aller rencontrer Giscard pour que le petit monde de la politique bourgeoise soit bouleversé. Les uns y vont de leur tirade pour s'appuyer de nouveaux succès dans la tentative de Giscard de débaucher les alliés du PCF, les autres, ceux du PCF surtout crient au viol du programme commun, et dénoncent ce nouvel abaissement de la « qualité de l'Union ».

Mais pour la classe ouvrière, l'actualité aujourd'hui c'est tout autre chose. Ce sont les hausses des prix gouvernementales (fuel, beurre...) qui se poursuivent pendant que les salaires sont toujours bloqués. C'est le chômage qui continue à se développer malgré la relance tant vantée par Giscard... C'est la répression policière dont le spectre est sans cesse agité, si elle n'est pas utilisée directement... C'est, pourtant, la question : comment faire reculer la bourgeoisie, comment la contraindre à de réelles concessions, comment mettre un terme à cette société capitaliste en crise.

Face à ces questions, face à ce qui est réellement l'actualité pour la classe ouvrière, les gesticulations du PCF qui fustige son allié Fabre ne réussissent plus guère à faire illusion. « L'Union de la gauche » toujours présentée par le PCF comme le remède universel aux maux des travailleurs, apparaît de plus en plus comme un cartel de partis bourgeois en dispute perpétuelle. Le programme « commun », plié en grande partie pour alimenter les « réformes » de Giscard, détraîché depuis plus de 3 ans, reste toujours la seule perspective d'ensemble offerte par le PCF, malgré le rejet qu'il a suscité chez les travailleurs.

Mais au-delà même de cette réalité, que propose le PCF aujourd'hui ?

● S'agit-il de l'aggravation sans précédent de la situation économique et de la misère des foyers populaires ? Les révisionnistes n'ont pour toute solution qu'un contre-plan de relance du capitalisme : ils ne proposent que des aménagements partiels pour une meilleure gestion du capitalisme, misant tout sur le développement des monopoles capitalistes nationalisés. Mais les ouvriers conscients savent bien que l'aggravation du chômage et l'inflation sont aussi nécessaires au capitalisme français aujourd'hui que l'huile au moteur ; ils savent que la seule solution réelle à la misère, à l'exploitation, c'est la lutte résolue contre la bourgeoisie et le renversement du

capitalisme. Tout au contraire le PCF propose l'alliance avec les patrons, comme le député PCF Porcu qui pleure aux basques du patron de la Société des Aciéries de Rungis : « vous avez intérêt à soutenir la lutte des travailleurs pour le maintien de l'emploi parce que si les travailleurs ont de l'emploi, ils continueront à faire de la plus-value » !

● S'agit-il du renforcement de la police de Poniatski, des attaques contre les syndicalistes, de la répression que prépare la bourgeoisie ? Le PCF ne propose que sa campagne de capitulation sur les libertés, qui se borne, dans son fond, à donner des garanties pour la liberté d'expression de la bourgeoisie. Car il ne s'agit pas de la liberté pour les travailleurs d'occuper leurs usines, pas de la liberté des syndicalistes révolutionnaires, pas de la liberté pour les travailleurs de s'opposer à la ligne de capitulation prônée par Marchais.

Ainsi le PCF a-t-il refusé de laisser les ouvriers de Caron Ozanne tenir un stand à la fête de l'Humanité, sous prétexte qu'ils représentent « un autre courant politique ». Pendant que les éditeurs bourgeois vendent à cette fête des livres qu'ils ont entière liberté de choisir, y compris parmi les plus réactionnaires, le PCF « défenseur des libertés » ferme la porte aux ouvriers en lutte comme il l'avait fait il y a deux ans, à la même fête, pour les Lip qui n'avaient pas eu le droit de vendre leurs montres.

Le PCF, quelles que soient ses contorsions pour apparaître révolutionnaire — qui n'apparaît pas révolutionnaire à côté d'un radical ? — ne peut faire oublier Chausson en juin où il a aidé à faire reprendre le travail, où il a défendu la capitulation ; il ne peut faire oublier la trahison des postiers l'an dernier par la direction révisionniste de la CGT.

Comment alors accorder le moindre crédit aux grandes manœuvres de diversion qui désignent les radicaux de gauche comme responsables ? Sans doute le parti radical, qu'il soit de gauche ou de droite, groupe-t-il dans ses rangs une brochette d'ennemis du peuple. Mais cela ne saurait nous faire oublier une chose décisive : dans la lutte contre les exploités, les travailleurs rencontrent inévitablement sur leur chemin les faux-communistes du PCF qui de démobilisation en sabotage s'opposent sans cesse à nos actions, dénaturant notre véritable intérêt. Et au-delà même de la péripétie Fabre, c'est à ces gens-là qu'il faut demander des comptes !



Les travailleurs de Caron Ozanne interdits à la Fête de l'Humanité.

DÉS TRAVAILLEURS EN LUTTE INTERDITS A LA FETE DE L'HUMANITE

Les travailleurs de Caron Ozanne, en lutte depuis plusieurs mois, se sont vu empêcher l'accès de cette « fête des libertés » sous prétexte qu'ils « représentent un autre courant politique ». Décidemment, la question des libertés est trop importante pour la laisser aux mains des révisionnistes.

Page 2

Espagne : ASSEZ DE CRIMES

DERNIERES NOUVELLES

- La vie de Garmendia et Otaegui toujours en suspens.
- Les trois militants du FRAP (Fernandez Tovar, Blanco Chivite, Baena Alonso) risquent d'être exécutés vendredi.
- Barcelone : « Txiki » passe en jugement en procédure « sumarísima » (jugement sans appel, exécution immédiate, quatre heures pour préparer la défense).
- Plusieurs militants du FRAP passent en procès à propos de la manifestation du 1^{er} mai 73. La peine de mort serait requise contre cinq d'entre eux.

page 4

Dans le cortège des hausses de prix

Fuel domestique : + 7 % ...
... et ce n'est pas tout :
— gas oil + 3,6 %
— café + 13 %
— sardines + 4,5 %
— beurre et fromages + 6 % (0,84 F sur un kilo de beurre).

En apprenant cette nouvelle, un travailleur retraité rencontré dans un vieil immeuble de St-Denis s'exclame : « Mais comment va-t-on faire ? On ne peut déjà plus s'en tirer ! » et, poursuivant : « Il faudra bien qu'ils nous le payent un jour, tout ce qu'ils nous font endurer, et j'espère bien tenir le coup jusque là ! »

La hausse des prix accordée par Giscard aux trusts capitalistes portera aussi sur le tabac (bientôt les Gauloises à deux francs), les alcools, la vignette... C'est ce que la bourgeoisie appelle : « victoire dans la lutte contre l'inflation », c'est ce que le ministre des Impôts appelle ses « recettes de poche » pour combler

son déficit budgétaire, car cette fois, il n'a pu nous seriner son refrain habituel sur la responsabilité des pays arabes. Non, pour la bourgeoisie, cette hausse est « normale ». A en croire un speaker de la télévision, « le gouvernement aurait choisi de frapper là où il est moral de le faire... ». Morale, l'augmentation du beurre et du chauffage ?

Pour les travailleurs, 7 % de hausse sur le fuel, alors que la grande majorité des logements sont chauffés au fuel, cela veut dire une nouvelle hausse des charges. Entre 1968 et 1973, le chauffage avait augmenté de 100 %, entre 1973 et 1974 de 80 %. Bientôt, le prix du chauffage aura triplé depuis 1968.

Pour cette famille ouvrière d'un H.L.M. de St-Ouen, qui paye déjà 300 F de charges en plus d'un loyer de 400 F, cela voudra dire 150 F d'augmentation pour l'année. « Nous faisons déjà attention à l'utilisation de l'eau chaude, mais maintenant, il faudra bien réfléchir avant de prendre une douche ! »

29
SEPTEMBRE le quotidien du peuple

EN BREF

La CFT change de chef

Les 13 et 14 septembre s'est tenu à Versailles le congrès extraordinaire de la CFT (soi-disant Confédération Française du Travail). Le congrès a modifié les statuts et élu une nouvelle direction. Simakis, fondateur de la CFT, a été éliminé par Blanc, responsable de la branche automobile. C'est-à-dire que les nerfs de Citroën, Peugeot, Berliet etc. ont pris le contrôle total de cette officine fasciste.

Simakis, l'ancien secrétaire général, a déclaré : « La CFT risque de s'enliser dans une gestion dictatoriale. La liberté qui caractérisait la CFT, vous allez la perdre ».

Quand on se souvient des pratiques de cette clique de nazillons (racket contre les travailleurs immigrés, passages à tabac d'ouvriers combattifs, commandos anti-grèves), cette mise en garde est d'autant plus inquiétante que Blanc la confirme en annonçant un ton « dur, voire brutal ».

Grève illimitée au C.A.T. de Besançon

Depuis le 9 septembre, les 240 travailleurs handicapés physiques du « Centre d'aide par le travail » de Besançon, sont en lutte. Ils demandent la démission du patron, Peugeot, véritable petit tyran, qui avait renversé avec sa voiture deux grévistes au mois de février, et l'amélioration de leurs conditions de travail : sécurité sur les machines, établissement d'une infirmerie, aération des locaux déjà surchargés.

A la première entrevue avec une délégation de travailleurs, Peugeot frappe l'un d'eux. Réaction unanime des grévistes : ils occupent les locaux.

Pour la direction de la section FO, la nomination d'un nouveau directeur, « plus social, plus humain », résoudrait tous les problèmes. Mais pour les ouvriers du CAT, qui ont appris dans la lutte que sous la prétendue aide aux handicapés se cache l'exploitation capitaliste, « un patron en vaut un autre ».

Aujourd'hui, la lutte de ces travailleurs prend une importance nouvelle : il serait question de diviser le centre, pour le « rentabiliser » et de procéder à des licenciements. Ainsi, leur lutte rejoint celle des ouvriers de Besançon, et de toute la classe ouvrière, contre le chômage.

correspondant Besançon

Mammouth-Printemps Rennes

En grève depuis le premier septembre (cf FR 166), le personnel de Mammouth conserve toute sa combativité. Le 12, la direction a été forcée à négocier, acceptant de lever quelques avertissements, mais refusant de céder sur la garantie de l'emploi et sur les salaires, c'est-à-dire sur les revendications les plus importantes.

L'occupation de la galerie marchande, jour et nuit, se poursuit, et l'organisation même de la grève, permettant une plus grande participation des grévistes à sa direction, a contribué à son renforcement.

Dimanche dernier, une nouvelle fête populaire, où les grévistes ont monté une pièce de théâtre sur leur lutte, avec le comité de soutien, a rassemblé les travailleurs du quartier. Cette pièce sera jouée aussi dans les entreprises de Rennes, St-Brieuc, Fougères, ce qui montre bien l'importance accordée par les grévistes au soutien de la classe ouvrière.

Au Printemps, où les propositions de la direction d'une augmentation de 28 F (les grévistes demandent 200 F) ont été reçues comme une provocation, la mobilisation s'amplifie.

Les employés du Printemps Haussmann de Paris, aujourd'hui en contact avec ceux de Rennes, ont déjà fait parvenir une collecte de 2.000 F.

correspondant Rennes

CORSE :

nouvelles mesures de répression

Après les mouvements de Bastia et d'Aléria, la bourgeoisie a essayé de désamorcer le mouvement populaire contre la répression et pour la résolution des problèmes corse, en usant de démagogie (envol du préfet Riolacci, nomination de Joseph Pasteur qui est corse comme délégué à l'information) et en lâchant quelques miettes pour résoudre les problèmes économiques.

Dans sa lettre à Chirac, Giscard demande que le principe de la continuité territoriale soit appliqué (c'est-à-dire que les tarifs de transport soient calculés sans tenir compte de la traversée), sans préciser toutefois s'il s'appliquerait à toutes les marchandises.

Une demande d'enquête est faite pour la poursuite des fraudeurs du vin, mais combien de temps cela va-t-il encore traîner, et cela règle-t-il la crise de surproduction viticole en cours, surproduction qui ne se fait pas encore sentir dans tous ses effets en Corse car les vendanges ne sont pas faites.

La répartition des fonds du FDES (Fonds de Développement Economique et Social) est confiée au conseil régional, piètre manœuvre pour essayer de remettre en scène le système va-



cillant des clans, en élargissant la masse d'argent que ceux-ci, par l'intermédiaire de leurs élus locaux, vont pouvoir répartir.

Enfin les mesures se terminent par toute une tirade sur le respect de « l'âme et la susceptibilité corse » avec le conseil à peine voilé de donner une part du gâteau un peu plus grosse aux capitalistes locaux dans la mise en œuvre du plan de développement de l'île.

Mais rien sur les emprisonnés, sur la répression, rien sur le chômage... ou plutôt si, la même politique de répression et d'étouffement des aspirations populaires qu'auparavant. Le gouvernement essaie d'isoler toute la frange des PME qui soutient le mouvement autonomiste, du reste de la population (petits paysans, jeunes chômeurs) afin de pouvoir mieux réprimer ces derniers.

La population corse n'a pas été dupe ; de même que le pétard mouillé Riolacci a fait long feu, de même la lettre de Giscard à Chirac n'a pu empêcher la colère populaire et la volonté de lutte contre la répression de la population de s'exprimer lors de la manifestation d'Ajaccio. Les violences qui l'ont suivie traduisent l'impatience d'une partie de ce mouvement populaire de voir cesser la répression qui continue à s'abattre, d'imposer à la bourgeoisie au pouvoir la solution des problèmes locaux.

A l'occasion de ce mouvement, le P.C.F. a joué une fois de plus son rôle de division en n'y participant pas et en condamnant ce mouvement. Ceux qui se posent en défenseurs des libertés aux cris de « Poniatowski démission » ne sont pas là et condamnent ceux qui se battent sur le terrain pour imposer la libération des emprisonnés, et la résolution du problème corse.

La crise amorcée en Corse depuis Aléria ne fait que s'approfondir avec la manifestation d'Ajaccio. La population de l'île a montré qu'elle n'est pas décidée à se laisser lanterner. Au travers de la lutte pour l'autonomie, les masses laborieuses de l'île expriment leur volonté de voir leurs aspirations à prendre leur sort en mains, leur refus de la société actuelle qui ne peut leur offrir que l'exode, le chômage et la misère.

Leur combat rejoint celui de la classe ouvrière et du peuple sur le continent qui en a assez du chômage, de l'inflation, de la répression, qui en a assez de voir certaines régions transformées en désert et les autres en baigne industriel où l'industrialisation sauvage détériore le cadre naturel et où l'exploitation désorganise toute vie sociale et familiale. Ils peuvent compter sur leur soutien.

Yvon CHEVET

AJACCIO : condamnations de manifestants

Après la manifestation qui a regroupé aux environs de 5.000 personnes, paysans de tous âges, jeunes chômeurs, lycéens, etc., à la suite des heurts qui ont eu lieu dans la soirée, 16 arrestations ont été opérées. Après avoir été passés à tabac au commissariat, être restés sans manger et sans boire sur ordre des autorités de police, 6 jeunes passaient mardi à 14 heures au tribunal de flagrant délit et étaient condamnés sur le champ à des peines de prison ferme (de 2 à 6 mois). Le comité anti-répression prépare aujourd'hui la riposte.

Correspondant

La foire de La Courneuve : UNE FETE BOURGEOISE

« La fête des libertés », c'était le thème retenu cette année par le PCF pour la fête de l'Humanité. Il faut dire que le programme commun est quelque peu défraîchi et que les rebondissements sans fin de la querelle PS-PC interdisaient le thème de l'« union ». Restaient les « libertés »... Une question qui préoccupe effectivement les travailleurs au moment où Poniatowski renforce son arsenal de répression contre la classe ouvrière. Mais, en réalité, pour le PCF, le choix du thème est loin d'être l'essentiel. En témoigne la part plus que minime accordée aux « débats » et les quelques places réservées à cet effet sous le stand du comité central.

Et peut-on parler de « débats » lorsqu'ils se limitent à un dialogue entre quelques responsables et leurs « invités », tous membres du parti révisionniste. Car rares sont les questions venant du public et les réponses sont si creuses, toutes renvoyant inlassablement à la « nécessité de renforcer le parti », que très vite personne n'a plus envie de tenter sa chance. Bien sûr, on y parle des « libertés », notamment des libertés dans l'entreprise. Et Kraski de nous expliquer que, à Citroën où la répression est des plus dures, il y a moins de rendement dans la production, alors qu'à Renault où les libertés ont été conquises et où on peut discuter librement, la production est bien meilleure et de conclure : « Les capitalistes n'ont donc pas intérêt à empêcher les travailleurs de s'exprimer ». On comprend le peu d'écho rencontré par leur campagne sur les « libertés » ; pour les révisionnistes, le principal c'est de renflouer les capitalistes ! Non. La question des libertés est trop sérieuse pour la laisser aux mains des révisionnistes.

Les travailleurs de Caron Ozane en ont d'ailleurs fait l'expérience, eux qui se sont vu interdire l'entrée de la « fête » (voir encart).

De même les travailleurs qui seraient venus pour discuter de l'offensive à mener aujourd'hui, contre le chômage, contre les bas salaires, contre l'exploitation capitaliste sous toutes ses formes, seront repartis sans avoir même pu poser leurs questions.

C'est que l'essentiel n'est pas là. Non. L'essentiel, c'est la « fête ». Les chanteurs, les motos, le cirque, le catch... et les dizaines de

stands des différentes sections transformés en autant de buvettes et de restaurants.

La fête ? Mais peut-on parler de fête lorsqu'il s'agit d'une succession de spectacles où tout ce qui est demandé au public c'est de regarder et de se taire, où aucun débat, aucune discussion, aucun échange n'a lieu. Là aussi, c'est la conception bourgeoise des loisirs et de la culture qui domine. Ce qui compte, avant tout, c'est d'attirer le maximum de monde, d'offrir, pour une somme pas trop élevée, le plus grand nombre de vedettes.

Mais ce n'est pas tout. A côté des « débats » et des spectacles, a lieu une importante foire commerciale. Et de Ricard à Renault, du Crédit Agricole au stand photo de la République dé-

mocratique allemande, toutes les grandes marques, représentant autant de trusts, sont là. Le temps de la « fête », on oublie ses « attaques » contre les « grands monopoles », le temps de toucher la ristourne que ceux-ci ne manqueront pas de verser comme dans toute foire qui se respecte, entendez dans toute foire bourgeoise. Ces mêmes entreprises qui nous exploitent, ces mêmes capitalistes contre lesquels nous luttons sont là. Combien ont-ils versé dans les caisses du PCF ? Voilà bien un parti sans vergogne qui fait publiquement appel à l'argent des trusts qu'il prétend combattre.

Voilà bien un parti bourgeois. Et la « fête de l'Humanité », une fête bourgeoise.

Pierre MOREL

CARON - OZANNE : DES TRAVAILLEURS EN LUTTE INTERDITS

A LA FETE DE « L'HUMANITE »

Les travailleurs de Caron Ozane luttent depuis plusieurs mois pour le maintien de leur emploi. Afin de populariser leur lutte, ils avaient décidé de se rendre à la fête de l'Humanité, d'y tenir un stand, et de diffuser largement leur journal, « Ouest-licenciement », journal qu'ils ont mis à la disposition de toutes les usines en lutte. Mis au courant de ce projet, les révisionnistes locaux s'y opposent. Dans une lettre adressée au Comité de grève, on peut lire :

« La fête de l'Humanité, ce n'est pas seulement une fête... c'est aussi un acte politique du PCF et il n'est pas question que d'autres courants politiques s'y expriment ». A un travailleur qui demandait des précisions il fut répondu : « Les articles d'Ouest-licenciement ne correspondent pas à l'analyse du PCF, sur Piron-Bretoncelles, les Paysans Travailleurs, Blaupunkt... ». On se souvient en effet la hargne avec laquelle les révisionnistes ont calomnié la lutte des ouvriers de Piron. On se souvient également

comment ils avaient empêché les Lip de vendre leurs montres à cette même fête. Révoltés par cette attitude, les travailleurs ont rédigé une motion signée du Comité de grève et adoptée à l'unanimité, dans laquelle ils demandent au PCF de s'expliquer. Dans la lettre de réponse, les révisionnistes qui rappellent leur position ont le front de terminer en disant qu'ils « réaffirment leur soutien à la lutte des travailleurs de Caron ».

Les travailleurs de Caron sont montés quand même à La Courneuve et là ils ont pu constater la vaste foire commerciale que c'était, mais surtout ils n'ont pas été peu étonnés de voir que le thème de la fête était celui de... « fête des libertés ».

Liberté pour les trusts de vendre leur camelote, liberté pour les travailleurs en lutte de se taire, voilà une conception de la liberté que la bourgeoisie ne reniera pas.

Correspondant

La rentrée des classes : Quelles perspectives ?

Lundi 15 septembre, 11 heures du matin, devant le lycée Bergson. Des groupes de jeunes sortent. Ils sont juste venus chercher leur emploi du temps, voir quels professeurs ils auront. C'est de cela qu'ils parlent.

Nous sommes à côté des ruines calcinées du CES Pailleron, où plusieurs de leurs camarades sont morts. Après l'incendie, certains ont été transférés, rue des Chauffourniers, dans des préfabriqués qui vibrent toute la journée au bruit des voitures, derrière des grillages de 3 mètres de haut. Là, ils se sentent coupés de la vie. Ce qu'on leur apprend ? Ce n'est pas l'enthousiasme. Que ce soit en Français ou en Histoire, ils ne voient pas le rapport avec ce qu'ils vivent. « Ce qui se passe au Portugal, on n'a que la télé pour essayer de le comprendre ». En discuter entre eux ? Ici, le foyer a été fermé sous prétexte de « déprédations », et il leur semble difficile d'y voir clair tout seuls. Ce qu'ils ressentent, c'est que l'école n'est pas faite pour leur faire comprendre ce qui se passe. Ces filles d'ouvriers avec qui nous discutons près du CES Pailleron nous disent qu'elles aimeraient par exemple que des travailleurs leur parlent de leur travail, de leurs luttes aussi. Ici, ce qu'on leur apprend au contraire, c'est qu'en travaillant, tout le monde peut s'en sortir. Beaucoup en doutent déjà, certaines savent qu'elles ne pourront poursuivre leurs études bien loin.

La sélection, beaucoup en ont déjà fait l'expérience, redoublent ou ont redoublé une classe. « Il y en a qui ont leurs parents pour les faire travailler ou leur faire donner des cours particuliers. Ils sont tranquilles pour

faire leurs devoirs ». Mais les autres, quelles chances ont-ils de réussir ? « La réforme Haby, comme nous dit une fille de 3^e au lycée Balzac, c'est pour empêcher ceux qui n'ont pas les moyens de poursuivre leurs études ». C'est contre cette école-là qu'ils sont à nouveau entrés en lutte au printemps, parce qu'elle les révolte. Une centaine d'élèves ont été exclus de Balzac à la fin de l'année. A Lamartine, il y en a eu aussi. Voilà la réponse que la bourgeoisie leur donne ! Le BEPC ? Le Bac ? Un CAP ? Ça ne leur ouvrira guère de portes. Le jour de la rentrée, ils pensent déjà au travail qu'ils auront peut-être, mais qu'ils n'auront pas choisi. Au CET de la rue Ledru-Rollin, plusieurs élèves qui avaient demandé à faire « électricité » se retrouvent d'office dans des classes de mécanique. Pourtant, ils étaient contents de quitter ce qu'ils appellent l'école « normale », où ils s'ennuyaient. Contents d'apprendre un métier. Mais ils ont été déçus par cette « orientation ». Des anciens du CET sont là, qui sont partis avec un CAP, mais n'ont pas trouvé de travail correspondant. Au CET de Saint-Ouen, où nous discutons avec un jeune qui vient d'avoir un CAP d'ajusteur, qui a cherché du travail dès le mois de juillet, pour accepter finalement une place de magasinier. Il voulait faire de l'électronique ! Les mensonges de la bourgeoisie les écoeurent, comme cette publicité dans les wagons de métro, où l'on vante « le métier de métallier, un métier d'homme libre... », « vous pourrez, plus tard, avoir peut-être votre propre entreprise... ».

Le 15 septembre 1975, c'est vers une école en crise que sont revenus



des millions d'élèves. Non, la rentrée ne s'est pas « bien passée », pas plus que l'année scolaire qui vient ne peut « se passer bien ». Parce que la jeunesse scolarisée en a assez de l'école de la bourgeoisie, qu'elle refuse, même de manière encore confuse, le dressage qu'elle veut lui faire subir, l'avenir qu'elle lui prépare.

Monique CHERAN

DANS LES MATERNELLES

40 élèves par classe, c'est le chiffre du ministère. Des inspecteurs sont dépêchés pour faire respecter ce quota. 40 élèves, c'est beaucoup pour une classe, pourtant cette année encore de nombreux enfants ne seront pas admis et l'école demandera à leurs parents de revenir l'an prochain. Pour de nombreuses femmes d'ouvriers cela veut dire souvent reporter d'un an la recherche d'un emploi car les crèches sont encore plus rares que les écoles et de toutes façons, beaucoup plus chères. Refuser des enfants, charger au maximum les classes, les instituteurs ne veulent plus servir d'exécutants de ces basses besognes, c'est pourquoi en même temps qu'ils demandent la limitation des élèves à 35 par classe, ils exigent l'ouverture de nouvelles écoles.

FOURCADE : HAUSSE PROCHAINE DE L'ESSENCE ET CADEAUX AUX GRANDES SURFACES

Partie de Montpellier, la grève des petits détaillants d'essence s'est vite étendue au sud de la France, puis à l'ouest, au Val de Loire, puis aux Charentes.

C'est la décision du gouvernement de laisser porter le rabais autorisé sur la vente à 15 centimes qui a provoqué la colère des pompistes. Pour la majorité de ces 4 500 détaillants, le bénéfice tiré de la vente d'un litre d'essence est de 9 centimes, alors qu'en pratiquant un rabais supérieur,

la grande surface gagne 17 centimes, tout simplement parce qu'elle bénéficie de meilleurs prix de la part des compagnies pétrolières. Ce qui montre bien que si les grandes surfaces font encore un tel bénéfice sur l'essence, celle-ci pourrait être vendue bien moins chère ! Visiblement, M. Fourcade ne sait plus bien sur quel pied danser : après avoir porté, le 8 septembre, le rabais à 15 centimes, il le ramène une semaine après à 6 centimes, pour tenter de calmer, en vain, les détaillants. Pour lui, pas

question de toucher aux super-profits des compagnies pétrolières (+ 33 % de bénéfice pour Total, l'année dernière), pas question de toucher à l'impôt prélevé sur l'essence. Bien au contraire, le prix du mélange pour cyclomoteurs vient d'augmenter, ce qui touche particulièrement les travailleurs, et l'on parle de plus en plus d'augmenter le prix de l'essence. Et il est difficile de croire aux démentis de Fourcade, lui qui, quelques jours avant l'augmentation du prix du fuel, la démentait « formellement ».

L'affaire de la rue de Breteuil : PRETEXTE AU RENFORCEMENT DE LA POLICE

Tous les commentateurs pavloïens : les exécutants du hold-up de l'avenue de Breteuil ont été repris par la police.

Passons sur le fait que ces gangsters ont été retrouvés si rapidement et qu'à ce jour on n'a toujours pas retrouvé la rançon, rançon qui, au cas où cela se confirmerait, ne serait pas forcément perdue pour tout le monde... Les scandales de Lyon de 1972, qui avaient révélé les liens étroits qui pouvaient unir gangsters et hommes politiques de la bourgeoisie nous ont habitués à les voir faire caisse commune.

Mais ce qui nous semble essentiel c'est la campagne qui, dans cette affaire, a suivi les arrestations.

Ouest-France du 15-9 : « Les succès de Nice et de Paris sont venus à point pour redorer le blason de policiers que salissait le doute ».

La bourgeoisie se lance dans une campagne de presse pour le renforcement de la police. Elle dénonce les rares « garanties » juridiques du Code de Procédure pénale, appelle implicitement à leur abrogation. Lecanuet avait déclaré à IT1 : « même si les inculpés essayent de mettre en œuvre les facilités qui leur sont données par le Code de procédure... l'instruction sera terminée dans un délai d'environ trois mois ». Et la presse aux ordres d'enchaîner pour dénoncer ces scandaleuses garanties. France-Soir : « Plus clémente, la juridiction légale est bien souvent incohérente » et l'ar-

ticle réclame implicitement l'allongement du délai de garde à vue. Le « Journal du Dimanche » reprend le même thème : les bandits « savaient que les policiers... n'avaient que 48 h pour les interroger. Pour eux le problème était simple : tenir jusque là. Quant à la détention préventive, c'est un bénéfice (« bénéficiant de la détention préventive ») : beau bénéfice en effet de rester parfois plus d'un an en prison sans jugement ! On s'étonne de ne pas trouver aussi l'éloge de la torture de ces êtres « parfaitement amoraux, incapables d'une réaction humaine. » (France-Soir).

La presse met aussi largement en valeur le fait que l'arrestation a été rendue possible grâce aux révélations de la population : concierge, voisins. Comme en Allemagne où la police et le gouvernement appellent ouvertement à la dénonciation et à la surveillance réciproque dans la population, la bourgeoisie française espère faire passer la délation dans la pratique. La télévision IT1 avait largement glorifié ces gestes. Le Midi-Libre parle d'« esprit civique ». Les flics aussi bien sûr : « l'esprit civique d'honnêtes gens... informations émanant d'honnêtes gens » (Ducret, directeur de la PJ). France-Soir (16-9) offre à chacun de jouer au flic en publiant la photo des gangsters avec et sans ca-goule.

De telles méthodes ne visent pas pour l'essentiel la chasse au gangs-

ter : contre les bandits, ça peut servir aussi contre les révolutionnaires : comme la bourgeoisie allemande, la bourgeoisie française espère pouvoir utiliser systématiquement la délation contre les révolutionnaires.

Cette campagne va bien dans le sens de la politique de Poniatowski. Il en profite pour nous annoncer une augmentation de 19 % du budget du ministère de l'Intérieur, la création de commissariats et le renforcement des casernes de CRS.

Ce n'est pas à la lutte contre la criminalité que sont cependant utilisés les CRS. Les travailleurs savent bien que le type de criminels que traquent ces mercenaires de la bourgeoisie, ce sont les ouvriers en lutte. On ne les a jamais vus pourchasser les gangsters, mais bien faire évacuer par la force les usines occupées. La bourgeoisie lance et exploite une campagne qui lui permettra de renforcer son appareil répressif, non pas contre les véritables bandits, mais contre ce genre particulier de criminels que sont à ses yeux les ouvriers combattifs et les révolutionnaires. Lecanuet promet ainsi de nouvelles mesures pour « muscler » le libéralisme.

Ces préparatifs de la bourgeoisie visent directement nos luttes, il nous faut être prêts à repousser cette nouvelle offensive réactionnaire qui se dessine.

Yves BEAUMONT

29 SEPTEMBRE LE QUOTIDIEN DU PEUPLE

Depuis quelques jours commencent à apparaître sur les murs de nos villes les affiches annonçant la sortie du QUOTIDIEN DU PEUPLE. Des bandeaux, des auto-collants viendront compléter cette campagne d'affichage pour le lancement de notre quotidien. Il s'agit aujourd'hui que notre projet soit connu de tous.

Camarades, sympathisants, lecteurs isolés, dès aujourd'hui participez à cette campagne. Envoyez au journal vos commandes d'affiches, d'auto-collants..., faites connaître largement autour de vous la

sortie du Quotidien. Ecrivez au journal les adresses des kiosques où vous voulez qu'il soit déposé, et combien d'exemplaires vous pensez diffuser. A l'usine, dans les quartiers populaires, partout où le Quotidien du Peuple se devra d'être présent, des réseaux de diffusion peuvent, dès maintenant, se constituer.

Faire connaître largement la sortie du Quotidien, préparer dès aujourd'hui sa diffusion, c'est assurer le succès de la bataille pour le Quotidien du Peuple, cette bataille, nous la gagnerons.

Je m'abonne

au « QUOTIDIEN DU PEUPLE »

Nom

Profession

Adresse

1 an : 250 F

3 mois : 80 F

6 mois : 150 F

1 mois : 30 F

Envoyez au « Quotidien du Peuple » B.P. 225

75924 Paris Cedex 19 - CCP 23 132 48 F Paris

EN AVANT VERS LES 50 MILLIONS

Pour que « Le Quotidien du Peuple » soit cette arme dont nous avons besoin dans notre combat de chaque jour, pour que « Le Quotidien du Peuple » paraisse dans les délais et que sa parution soit ensuite régulière, nous aurons à mener une bataille quotidienne contre tous les obstacles que la bourgeoisie dressera contre lui. Nous le savons, l'un de ces obstacles, c'est celui des finances.

Pour paraître et se développer, « Le Quotidien du Peuple » a besoin de l'aide de tous ceux qui connaissent et soutiennent sa sortie.

La première souscription de 25 millions a été gagnée. Elle a permis l'achat d'une partie du matériel nécessaire. Depuis juin une seconde souscription de 50 millions est engagée, déjà 6 millions ont été rassemblés. La bataille est engagée, nous devons la poursuivre avec acharnement, nous la gagnerons.

Chacun peut contribuer au succès du quotidien dans la mesure de ses moyens, aussi modestes soient-ils, car c'est du peuple que « Le Quotidien » puise ses ressources. Chacun peut non seulement souscrire, mais faire souscrire autour de lui en faisant connaître le projet du journal.

SOUSCRIVEZ, ABONNEZ-VOUS, COLLECTEZ AUTOUR DE VOUS.

NOUS GAGNERONS LA BATAILLE DES 50 MILLIONS POUR « LE QUOTIDIEN ».

Je souscris

au « QUOTIDIEN DU PEUPLE »

Nom

Profession

Adresse

10 F

50 F

100 F

F

Envoyez au « Quotidien du Peuple » B.P. 225

75924 Paris Cedex 19 - CCP 23 132 48 F Paris

ESPAGNE

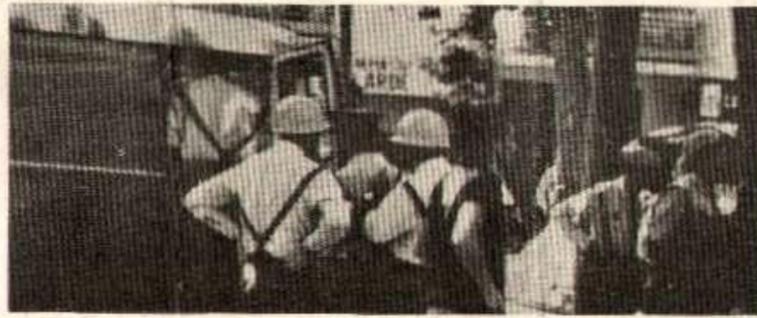
ASSEZ DE CRIMES !
MOBILISONS-NOUS !

Il y a quelques années, le fascisme osait proclamer : 35 ans de paix ! « La paix des cimetières », répondaient les murs. Aujourd'hui encore, avec une violence qui rappelle l'immédiat après-guerre, le fascisme déchaîne sa dictature terroriste et sème la mort. Si le décret-loi anti-terroriste ne change rien pour les militants, pour qui la torture, les arrestations, les simulacres de jugement étaient le lot courant, il a pour conséquence d'étendre cette terreur à l'ensemble de la population, de faire

servir n'importe qui, à n'importe quel moment, d'otage. Ce n'est plus seulement au Pays basque que la police fasciste disperse sauvagement le plus petit attroupement, frappe et tue. C'est à Séville que plusieurs centaines de jeunes de 14 à 15 ans ont été détenus plusieurs heures pour avoir manifesté aux cris de : « Du travail pour papa, des écoles pour nous, non à la répression ». Et ce fait encore : « La loi anti-terroriste sera appliquée à un enfant de 12 ans. Alberto Hernandez, qui est écolier, avait appelé Police-Secours en faisant état d'une action terroriste à Saragosse qui n'avait pas eu lieu ». Cette barbarie impuissante, c'est la dernière crispation du fascisme aux abois, d'un régime agonisant.

Impuissante, car le mouvement d'opposition au franquisme grandit dans toute l'Espagne. « La paix des cimetières ? » Aujourd'hui, le fascisme ne pourrait plus parler de paix ! Ces dernières années ont vu un essor important des luttes revendicatives de la classe ouvrière dans les grandes villes. Comment en serait-il autrement quand l'Espagne, malgré les soins attentifs des impérialismes, US en tête, connaît une inflation galopante, quand le salaire moyen d'un ouvrier est de 12 000 à 15 000 pesetas par mois (1 000 à 1 200 francs) au prix d'heures supplémentaires, que le logement en mange la moitié, que certains produits comme le lait, la viande sont plus chers qu'en France, quand l'accès — apparent — à la « consommation » se paie par un endettement de 20 ou 25 ans !

Mais il y a maintenant un fait nouveau : la multiplication de grèves, de luttes à caractère ouvertement politiques. Dans les Asturies, 3 000 personnes ont manifesté dans le centre de Gijon aux cris de : « Garmendia et Otaegui, le peuple vous sauvera ». En Biscaye et Guipuzcoa, de nombreuses grèves se sont déroulées. Plusieurs usines ont dû être fermées devant la détermination des ouvriers.



Répression en Espagne

A Madrid, plus de 15 000 ouvriers ont fait grève contre les condamnations à mort. Dans le Pays basque, c'est l'écrasante majorité de la population qui se dresse contre la terreur franquiste, qui s'organise dans les quartiers, parfois s'arme. Le niveau élevé des luttes dans le Pays basque est le produit d'une mobilisation de longue haleine, qui s'est appuyée sur les légitimes revendications nationales du peuple basque étouffées par le franquisme. La voix de la lutte jaillit même des prisons franquistes, témoin la lettre que nous publions ci-contre. Depuis les condamnations à mort, plus de 400 prisonniers politiques ont fait la grève de la faim. Un peu partout, comme à Pampelune, des réunions se tiennent pour dénoncer la répression.

C'est déjà une victoire pour les peuples d'Espagne d'avoir su réaliser une mobilisation dont l'ampleur dé-

passe celles qui ont précédé, et cela malgré le silence d'abord total de la presse espagnole, puis les calomnies déversées sur les militants du FRAP, présentés comme des terroristes, des gangsters achetés par l'étranger. Il y a une concordance plus qu'étrange entre ce propos et certains titres de l'Humanité révisionniste : « Peine de mort pour 5 militants gauchistes... ». C'est aussi une petite victoire d'avoir obtenu la révision du procès de Garmendia et Otaegui. Si la mobilisation populaire en Espagne est déterminante, le soutien que nous devons apporter et intensifier pour sauver les révolutionnaires du FRAP et de l'ETA a aussi son importance. Pour y contribuer, notre parti appelle à une large mobilisation pour le meeting du 19 à la Mutualité.

SAUVER LES CONdamnés A MORT, C'EST NOTRE AFFAIRE. LIBERTÉ POUR TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES.

A L'INITIATIVE DU FRAP

A L'APPEL D'AUTRES ORGANISATIONS

GRAND MEETING DE SOLIDARITÉ

AVEC LES CONdamnés ET PRISONNIERS POLITIQUES ESPAGNOLS

19 SEPTEMBRE

MUTUALITÉ - PARIS

Faits et témoignages

Le fascisme se passe de preuves

« Preuves » de la culpabilité des 3 militants du FRAP : des aveux signés sous la torture. Dans une lettre conjointe, des prisonniers du FRAP, de l'ETA et des prisonniers politiques indépendants de Carabanchel et de Yesserias témoignent de l'état des détenus à leur arrivée à la prison :

« Après être restés 8 jours consécutifs à la Direction générale de Sécurité soumis à des tortures sanglantes, ils ont été totalement isolés et mis dans des cellules punitives à Carabanchel et Yesserias, sans avoir pu être vus par aucun avocat, membre de la famille ou autre prisonnier politique... Le juge militaire a interdit la visite du médecin officiel de la prison pour éviter l'existence de témoignages sur les tortures et mauvais traitements subis à la DGS. On sait par des informations fragmentaires d'autres détenus, que l'un d'eux avait la mâchoire fracturée, un autre les côtes cassées, que d'autres ont dû être transférés sur des lits. C'est dans les mêmes conditions que trois patriotes révolutionnaires basques viennent d'entrer dans cette prison.

Moyen-Orient

Sadate :
bas le masque

Depuis qu'il a cédé à la pression de l'impérialisme américain sur l'accord avec l'entité sioniste, Sadate ne cache plus ses vrais sentiments à l'égard du peuple palestinien : dernièrement, il a fermé la station de radio « La voix de la Palestine », émettant à partir du Caire. Cette décision n'a rien de surprenant quand on sait qu'elle est « conforme à l'une des clauses secrètes de l'accord égypto-israélien, stipulant la cessation de la guerre des ondes contre Israël », comme l'a rappelé un porte-parole de l'OLP. Dans le même temps, Radio-Le Caire a cessé toute attaque contre l'Etat sioniste. Les jours précédents, on avait laissé entendre que Sadate avait échappé à un attentat faisant en sorte que ce dernier soit attribué à la Résistance palestinienne.

En déclarant tenir l'OLP pour seule responsable des actes du commando de Madrid, Sadate comptait couper le peuple palestinien du peuple égyptien. Son opération a échoué, car comme le soulignait l'OLP, « c'est lui, par sa politique et ses accords avec Israël, qui est le vrai, et le seul responsable de ce qui se passe ». L'OLP a tenu à rappeler qu'elle a constamment condamné toutes les opérations à l'étranger, confirmant que le combat du peuple palestinien se poursuit en territoire occupé : les opérations militaires y connaissent d'ailleurs un fort développement. Récemment, une usine de matières plastiques a été entièrement détruite ; les sionistes ont intensifié leur répression.

Camille NOEL

PORTUGAL

Une reprise
en mains
difficile

La formation du nouveau gouvernement se poursuit sur les bases du programme des officiers « modérés » (c'est-à-dire partisans d'un retour à l'ordre bourgeois traditionnel), désormais majoritaires au conseil de la révolution. En plus de mesures visant à chasser les révisionnistes des postes où ils s'étaient infiltrés, en les remplaçant par d'autres éléments bourgeois, Pinheiro de Azevedo, chargé de former le gouvernement, a annoncé une série de mesures anti-populaires : répression des groupes civils armés, réanimation du secteur privé de l'économie, renforcement des liens avec l'Europe occidentale, remise à leurs anciens propriétaires de République et de Radio Renaissance.

Cette « unité » de façade au sein du futur gouvernement cache mal la poursuite des contradictions : d'une part, le PCP continue à jouer son propre jeu, annonçant qu'il y a dans le gouvernement « des gens qui ne devraient pas y avoir leur place », tout en acceptant d'y participer. D'autre part, les différents partis se disputent pour ne pas écoper des deux ministères de l'Information et du Travail, appelés à prendre les mesures les plus impopulaires. C'est dire la peur des masses qui est celle de ces messieurs. Pour parfaitement justifiée : 1 500 soldats ont manifesté à Porto avec le soutien de milliers de travailleurs, contre leurs commandements réactionnaires. Preuve que, même au sein de l'armée, la « reprise en mains » ne peut pas se faire sans susciter la lutte.



Les soldats sont fils du peuple !

MOTION DES SOLDATS MOBILISÉS
DU DEPOT GENERAL D'ADIDOS

Aux soldats et marins, à tout le peuple.

CONSIDERANT

Que le départ des soldats et marins pour les colonies est une façon de continuer la guerre sous une nouvelle forme : le néo-colonialisme.

Que ce n'est pas au peuple portugais qu'il revient de dire quelle est l'avant-garde du peuple angolais.

Que la position de refus d'embarquer est juste et est le seul internationalisme prolétarien que le peuple portugais peut manifester au peuple angolais.

Que notre juste position sera de faire la révolution au Portugal et de libérer tous les exploités et opprimés de ce pays.

Que la juste lutte des soldats mobilisés du DGA est solidaire de la juste lutte des soldats du Régiment de Police Militaire, et que ces luttes représentent les véritables aspirations du peuple portugais :

DECIDONS,

La constitution d'une commission des soldats mobilisés, pour contacter tous les organes d'information, commissions de soldats et organes de pouvoir populaire.

Que ne soit exercée aucune forme de répression sur les soldats de cette commission et tous les soldats mobilisés.

Et, nous appelons tout le peuple à se lever et à continuer à manifester publiquement son refus de la politique néo-coloniale du gouvernement de la bourgeoisie, et qu'il continue à nous apporter son soutien et son affection, concrétisé par des motions, des pétitions ou autres formes publiques de lutte et de solidarité.

Vive la juste lutte des soldats du DGA pour le refus collectif d'embarquer !

Les soldats ne sont pas de la chair à canon !

Plus un embarquement ! Retour des soldats !

Soldats et marins, ouvriers et paysans, unis nous vaincrons !

EN BREF...

Chili :

La junte fasciste tue et torture toujours. Soucieuse, néanmoins, de se donner une autre image de marque, elle camoufle les assassinats de prisonniers politiques en « disparition à l'étranger de militants du MIR victimes d'une épuration ». Pour connaître la vérité sur le sort de leurs maris portés sur la liste publiée par la junte, quatre Françaises ont entrepris une grève de la faim (9, rue Furstenberg, à Paris).

La contradiction entre la junte et le peuple chilien s'avivant de jour en jour (inflation : 5059 % de hausse pour les médicaments en deux ans, par exemple) et la junte étant en butte à la résistance intérieure qui petit à petit s'organise (baisse de la production officiellement reconnue, due aux grèves larvées), les USA songent à changer de marionnette. Une de leurs cartes est d'obtenir de Pinochet une « libéralisation » du régime : c'est le sens de la proposition faite à Frel de participer à un Conseil d'Etat, avec deux autres anciens présidents de la République.

Le peuple chilien saura déjouer ces manœuvres.

Namibie :

Andreas Shipanga, porte-parole du SWAPO (Organisation du peuple Sud-ouest africain), a dénoncé « la farce de la « conférence constitutionnelle » montée par l'Afrique du Sud en Namibie dans le but de créer des foyers fantômes «bantoustans », à la solde de Pétroria. Il a d'autre part souligné l'intensification de la lutte militaire et politique de libération nationale, révélant qu'à la fin août le camp de Lauban, principal camp du sud-est de l'Afrique du Sud, a été attaqué par les forces du SWAPO, qui ont endommagé 28 véhicules militaires et fait dans les rangs ennemis 150 morts et de nombreux blessés.

Sénégal :

La répression contre le mouvement patriote sénégalais s'intensifie : récemment encore, douze patriotes ont été arrêtés et incarcérés. Depuis quatre ans, le budget des forces de répression ne cesse d'augmenter, et une rallonge spéciale de 50 millions de francs CFA a été mise à la disposition du ministère de l'Intérieur, dirigé par Jean Collin, ancien administrateur colonial, « œil de l'impérialisme français ». Il est responsable de la mort de plusieurs patriotes sénégalais et a aussitôt utilisé cette somme pour l'organisation de stage de perfectionnement de ses sbires en France, Israël, Afrique du Sud et au Chili.

Thaïlande :

La Voix du Peuple Thaïlandais a récemment célébré le 10^e anniversaire du déclenchement de la lutte armée. Malgré les campagnes des différents gouvernements réactionnaires, appuyés par les troupes américaines et les débris de la 93^e division du Kuomintang, et en dépit des menées des deux superpuissances, « les révolutionnaires thaïlandais ont mis sur pied l'Armée populaire de libération, qui emploie la stratégie et la tactique de la guerre populaire pour attaquer, anéantir l'ennemi, et qui grandit ses forces ». La Voix du Peuple Thaïlandais a d'autre part précisé que les révolutionnaires thaïlandais tiraient les conclusions du nouveau rapport de force en Asie du sud-est, favorable à la révolution, et qui prouve « une fois de plus qu'un petit pays peut en vaincre un grand ».